Revue européenne des migrations internationales

vol. 37 - n°3 et 4 | 2021
Nouvelles questions ethniques

Le rôle de l'ethnicité dans les associations culturelles de migrants. Le cas des Sereer (Sénégal) de Dakar et d'Île-de-France

The Role of Ethnicity in Migrant Cultural Associations. The Case of the Sereer People (Senegal) of Dakar and Île-de-France

El papel de la etnicidad en las asociaciones culturales de migrantes. El caso de los Sereer (Senegal) en Dakar y en la región Isla de Francia

Rébecca Ndour

Édition électronique
URL : https://journals.openedition.org/remi/19208
DOI : 10.4000/remi.19208
ISSN : 1777-5418

Éditeur
Université de Poitiers

Édition imprimée
Date de publication : 31 décembre 2021
Pagination : 83-108
ISBN : 979-10-90426-70-2
ISSN : 0765-0752

Référence électronique
Rébecca Ndour, « Le rôle de l'ethnicité dans les associations culturelles de migrants. Le cas des Sereer (Sénégal) de Dakar et d'Île-de-France », *Revue européenne des migrations internationales* [En ligne], vol. 37 - n°3 et 4 | 2021, mis en ligne le 01 janvier 2024, consulté le 29 juin 2024. URL : http://journals.openedition.org/remi/19208 ; DOI : https://doi.org/10.4000/remi.19208

Le texte seul est utilisable sous licence CC BY 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

Le rôle de l'ethnicité dans les associations culturelles de migrants. Le cas des Sereer (Sénégal) de Dakar et d'Île-de-France

Rébecca Ndour[1]

L'ethnicité apparaît en sociologie comme un construit social de la rencontre (Barth, 2012), relationnel plutôt qu'essentiel et dynamique plutôt que statique (Poutignat et Streiff-Fenart, 2012). En même temps, comme expérience sociale, elle se distingue par le fait de convoquer, « qu'une communauté de sang existe ou non objectivement », une croyance subjective en des origines communes (Weber, 1995 : 130). La manifestation du sentiment de parenté pouvant émaner d'une telle croyance, selon les points de vue, suscite, le plus souvent, deux réactions opposées : une adhésion plutôt forte, comme au Sénégal où l'ethnicité semble le soubassement de la citoyenneté (Diouf, 1994) ou, au contraire, comme en France, une méfiance très forte (Zoïa, 2010), car perçue comme une menace pour la cohésion nationale. Ces appréhensions courantes empêchent d'accéder au sens de l'expérience ethnique telle qu'elle se présente à l'étude : comme une dimension parmi d'autres de la vie sociale qui s'adapte aux circonstances de vie des personnes (Ndour, 2018). En effet, comprendre au préalable et valider l'expérience vécue de l'ethnicité n'exclut pas qu'elle ne demeure saisissable que dans les cadres sociétaux, nationaux et économiques qui entourent son expression (Martiniello, 1995).

La question qui nous occupe dans cet article est donc de savoir selon quelles conditions un tel sentiment demande à se déployer en groupe, dans le temps, et dans des environnements qui, comme la France et le Sénégal, ne le traitent pas de manière équivalente et n'envisagent pas les relations sociales sous les mêmes rapports. Les associations de migrants, dites souvent « d'originaires », sont des regroupements se constituant sur la base de sentiments de proximité que l'ethnicité caractérise par excellence. En tant que structures de mobilisation, elles jouent un rôle important tant pour la reconnaissance des groupes qu'elles représentent que pour leur meilleure insertion dans les nouvelles zones d'installation. Dans le cadre de migrations internationales, comme en France, les associations de migrants originaires d'Afrique subsaharienne, par les adaptations aux problématiques nationales et contextuelles dont elles savent faire preuve,

1 Postdoctorante en sociologie, Centre Maurice Halbwachs, 48 boulevard Jourdan 75014 Paris ; ndour.rebecca@gmail.com

constituent de vrais outils de positionnement social et de contournement des formes de domination pouvant peser sur les migrants, dans leur zone d'origine comme d'installation (Dedieu, 2012 ; Timera, 1997 ; Quiminal, 1998). Au Sénégal, dans un contexte d'intensification des migrations internes, particulièrement des zones rurales vers les centres urbains, les structures associatives se sont multipliées et diversifiées, notamment au cours des décennies de grande crise économique, montrant la réactivité des masses pauvres exclues, toujours mobilisées pour améliorer leur sort (Dupuy, 1990 ; Mercier, 2021 ; Ndiaye, 2010).

La mise en association, jamais neutre, offre ainsi un cadre d'analyse fécond des enjeux entourant l'intégration sociale des personnes et, spécifiquement dans l'expérience migratoire, des modifications apportées à une même ethnicité de référence dans cet objectif. Au Sénégal où la référence à l'ethnicité est valorisée, et autorise, par exemple par la promotion du cousinage à plaisanterie[2], une distribution de rôles et statuts sociaux, quel sens y a-t-il à se regrouper sous ce prétexte et pour quels migrants cela a-t-il réellement de l'intérêt aujourd'hui ? En France, où le rassemblement associatif de migrants expose d'emblée à des soupçons de communautarisme (Bertheleu, 2007 et 2012), la mise en avant actuelle de l'ethnicité signifie-t-elle un manque d'intégration de ceux qu'elle mobilise ou est-elle possible justement parce que cette question d'« intégration » ne se pose plus (Safi, 2006) ?

Selon la perspective sur l'ethnicité privilégiée ici, les réponses à ces questions vont dépendre de la manière dont le groupe ethnique en question se construit dans le temps, des dynamiques sociales structurant les cadres nationaux dans lesquels se déploient les initiatives associatives et enfin, des caractéristiques sociales de ceux qui sont impliqués ou pas dans ces mouvements. À Dakar et en Île-de-France, nous avons rencontré des personnes issues de villages et de milieux sociaux différents, elles ont migré à des périodes historiques différentes, pour des raisons distinctes (Ndour, 2021). Qui plus est, selon qu'elles sont à Dakar ou en Île-de-France, les manières dont ces personnes se réfèrent à leur ethnicité se sont avérées différentes. Dans cet article, nous proposons de mener l'analyse proposée par le cas d'associations de Sereer à Dakar et en Île-de-France.

Un cas d'étude de la saillance ethnique : les Sereer du Sénégal

Les Sereer sont un groupe ethnique parmi la vingtaine recensée sous cette catégorie au Sénégal. Représentant 20 % de la population sénégalaise et classé deuxième des groupes ethniques les plus importants dans les années 1960, le recensement de 1988 établit que les Sereer sont passés à 14 % et sont situés désormais au troisième rang des principaux groupes ethniques[3]. Le groupe sereer

2 Terme utilisé au Sénégal « pour décrire un ensemble de pratiques de plaisanteries et de relations privilégiées entre individus par le biais de leurs patronymes ou de leur communauté d'appartenance » (Smith, 2006 : 907).

3 Publiés dans le *Recensement de la population* réalisé par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) en 1988, ce qui n'est plus le cas. Depuis, les données portant sur les groupes ethniques sont publiées sur le site de l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD).

comprend Sereer Nones et Sereer Sine dont la langue est le caractère le plus distinctif (Ndiaye, 1991). Cette prime présentation réduit largement la diversité interne de deux groupes qui ne s'identifiaient pas à la même ethnicité avant que les travaux de Gravrand (1983 : 77) ne démontrent qu'un liant, la « sérérité », transcendait ces diversités internes dans une même fondation ethnique, dans un même cadre d'appartenance et de référence. Dans une approche substantialiste et objective de l'ethnicité qui marquait alors les recherches de cette période, des éléments de caractérisation ressortent des travaux s'étant intéressés au groupe : une religion traditionnelle monothéiste (Gravrand, 1983 1990) ; un système familial « bilinéaire avec prédominance du maternel sur le paternel » (Gravrand, 1983) ; un système de socialisation continue sur toutes les périodes de la vie, au cœur duquel le *ndut* ou rite d'initiation ; enfin, le primat de la terre qui serait la première et la plus importante des règles établies par la société sereer (Gravrand, 1983 : 189).

C'est sur cette dernière caractéristique en particulier que s'est construite une représentation durable des Sereer comme « authentiquement paysans », porteurs d'une culture d'essence rurale, idéalement représentés par la figure du paysan attaché à sa terre (Galvan, 2004 ; Lericollais, 1999 ; Pélissier, 1966 ; Richard, 2018), à tel point que, sa religion traditionnelle a même été qualifiée de « religion agraire » (Gastellu, 1981 : 150). Pélissier a émis des inquiétudes quant à l'intégration nationale des Sereer, non pas juste parce que, ruraux, ils appartenaient à un monde en dévalorisation, mais parce qu'ils semblaient, plus que les autres, appartenir à ce monde-là. Il a depuis été démontré que les paysans sereer ont su faire preuve d'ingéniosité et s'adapter à différentes circonstances, depuis l'esclavage, jusqu'au projet de développement en passant par la colonisation et les indépendances (Richard, 2018). Si l'observation fine permet de voir de quelle manière dans des structures qui semblent se poursuivre, les paysans comprennent et répondent aux enjeux spécifiques auxquels les évènements et le temps les ont confrontés, leur volonté de préserver une permanence de leur représentation semble les empêcher d'en prendre conscience (Galvan, 2004) et l'idéal du paysan sereer attaché à sa terre reste opérant (Lericollais, 1999). Pourtant, comme les autres populations du Sénégal, les Sereer ont migré vers les diverses villes et localités du pays, au premier rang desquelles Dakar, au gré, notamment, des opportunités économiques (Becker et Mbodj, 1999).

Ainsi, les Sereer, malgré les faits démontrant du contraire (Richard, 2018), sont perçus et se perçoivent comme plus authentiquement paysans que les autres groupes dans un environnement où l'urbanisation constituera l'un des principaux signes d'une modernisation démarrée sur les terres wolof. L'opposition Sereer-Wolof, datée (Boilat, 1984), en termes d'enracinement et d'authenticité *vs* modernité et ouverture, est emblématique de procédures construites dans le temps, au gré des circonstances et des intérêts, notamment par les colonisés et les colonisateurs, mais encore lisibles (Amselle, 2010 ; Keese, 2016 ; Glasman, 2004). Ainsi les Sereer « revendiquent, pour eux, moins l'intelligence et les facultés d'adaptation que la fidélité aux traditions et l'amour du travail. [...] Pour eux, les Wolof sont une population mêlée et brassée alors qu'eux-mêmes auraient conservé, dans leur vie rurale, une plus grande authenticité africaine et sénégalaise » (Diarra et Fougeyrollas, 1973). Notre ambition dans cet article est d'analyser, dans une perspective constructiviste, par quelles voies cette ethnicité s'actualise aujourd'hui dans les mouvements associatifs sereer à Dakar et à Paris.

Encadré 1 : Le matériau d'étude

L'analyse se base essentiellement sur les observations faites dans deux associations sereer, lors d'une enquête plus large menée dans le cadre de la réalisation d'une thèse de doctorat (Ndour, 2018). En Île-de-France en particulier, mon implication par cette association qui se mettait en place en même temps que naissaient les premiers questionnements de thèse, était d'abord envisagée comme une manière d'accéder à des personnes Sereer et de pouvoir par la suite enquêter au sein des familles. L'implication dans les activités associatives et la fréquentation des membres ont suscité des interrogations sur le sens de ce rassemblement et de ses objectifs, compréhension qui s'est avérée indissociable de celle du sens de l'ethnicité pour ces personnes. Cela m'amènera à occuper un poste dans le bureau de l'association durant deux années. C'est par ce biais que j'ai pu fréquenter régulièrement les membres de l'association à partir de sa création en 2010, puis de façon plus active et surtout en dehors de l'association entre 2012 et 2014, et enfin de manière plus distancée depuis 2016. Au Sénégal, j'ai effectué deux séjours de trois mois chacun entre novembre 2013 et juin 2014. Connaissant bien l'association qui a inspiré le rassemblement francilien, j'en contacterai, fréquenterai des responsables, et participerai à quelques activités, mais pas de manière aussi suivie qu'en France, pour des raisons inhérentes au contexte de fonctionnement de cette association qui seront explicitées ci-après. L'analyse se base donc sur les observations réalisées en participant ou en visitant les associations, mais aussi sur les entretiens que j'ai pu mener avec neuf responsables associatifs, ou à leur propos auprès des personnes rencontrées dans le cadre plus large de l'enquête de terrain qui a concerné quatre-vingt-six personnes dont trente-deux à Paris. S'il a fait partie intégrante de la découverte de ces mouvements et de leur compréhension, mon positionnement et mon rapport aux enquêtés sur ces terrains ne seront pas détaillés ici. Enfin, j'ai choisi d'évoquer ouvertement les associations, déjà connues dans leurs environnements de déploiement. En particulier, en ce qui concerne le mouvement associatif dakarois et ses acteurs, Smith (2006), entre autres, les abordait déjà ouvertement. Seront cependant gardées anonymes les identités des personnes dont les extraits d'entretien sont proposés ici. La majorité des extraits proposés a été tirée d'entretiens avec des responsables associatifs dont le parcours personnel n'est pas directement mis en relation avec l'activité dans le cadre de cet article. Les données biographiques ne seront donc pas toujours détaillées.

En vue de mieux saisir l'usage fait de l'ethnicité et le rôle qu'il a dans les associations de migrants en France et au Sénégal, il s'agira d'abord de comprendre le lien qui existe entre activités associatives et mouvements migratoires dans les deux environnements. Ensuite, au regard de la manière dont ils s'organisent dans chaque ville, des personnes qu'elles mobilisent ou non, nous allons tenter de saisir les enjeux auxquels répondent ces mouvements associatifs.

Nation et classe sociale : les cadres sociaux d'une ethnicité qui se promeut en association

Sénégal : pour les ruraux, l'enjeu associatif de l'intégration urbaine

La dimension rurale, associée à son caractère paysan, est, nous l'avons vu, essentielle dans la caractérisation de l'ethnicité sereer. Relevant une certaine proximité entre groupes ethniques sénégalais, Mercier pointait déjà dans les années 1950-1960 un possible changement à venir au vu des circonstances d'urbanisation dans la capitale. Il soulignait alors la nécessité, dans toute analyse, de prendre en compte l'ancienneté de l'urbanisation des groupes ethniques dans leur ensemble et dans leurs composantes, suggérant que, même si ce fait n'était pas lié exclusivement à l'appartenance ethnique, il pouvait être à la base de jugements portés sur elle (Mercier, 2021 : 147). Dans ces années, les Sereer sont signalés parmi les plus faiblement installés à Dakar, même s'ils sont largement concernés par la migration saisonnière (Martin, 1962 ; Mercier, 2021). Dans la capitale sénégalaise d'alors, l'association formelle, posée comme signe d'urbanisation et d'intégration sociale (Mercier, 2021 : 90), est surtout le fait de personnes instruites qui s'investissent dans les syndicats, les partis politiques, associations de jeunesse et sportives (Mercier, 2021 ; Ndiaye, 2010). Les autres regroupements, de style informel et traditionnel, sont l'apanage des classes non instruites, plus activement investies dans les regroupements ethniques et religieux, mieux adaptés à leur mobilité. À partir des années 1980, des changements s'opèrent : les associations villageoises (Dupuy, 1990), culturelles et les groupements d'intérêts économiques se multiplient en période de grave crise économique (Ndiaye, 2010).

En même temps, l'émigration rurale s'intensifie et implique de plus en plus des populations qui, comme les Sereer, faisaient des déplacements saisonniers et restaient largement à distance des centres urbains et encore plus de la capitale (Martin, 1962). Ce mouvement des populations rurales est mis en relation avec une urbanisation rapide, passée de 21 % de la population en 1955 à 41 % en 1993 (Adjamagbo et Antoine, 2002 : 521) puis à 45,2 % en 2013 (ANSD, 2014). Les principales infrastructures du pays — sites de production, administrations, instituts de formation et hôpitaux — sont concentrées dans les villes, tout spécialement à Dakar, et la pauvreté, en particulier monétaire, est toujours plus importante en zone rurale (Adjamagbo et Antoine, 2002 : 527). Aujourd'hui, Dakar, plus petite région du pays, regroupe un quart de la population sénégalaise. Au sein de cette population, largement associés aux ruraux, indésirables dans une capitale où semble se nouer la participation à la société sénégalaise (Antoine et Diop, 1995), les Sereer voient, dans les zones pauvres de la périphérie de Dakar, le terme « sereer », parmi d'autres, attribué à celui qui est considéré comme un « doxandem », soit un migrant, un errant, l'autre étranger (Fall, 2007 : 231). Dans l'environnement sénégalais où les trajectoires sociales sont encore impactées par les origines géographiques, initialement associées aux origines ethniques, une mise en association se basant sur ces dernières devrait permettre de déconstruire les caractéristiques habituellement associées aux ruraux afin de favoriser leur intégration urbaine.

France : pour les associations d'« Africains », le souci d'une intégration citoyenne

Les vagues migratoires originaires d'Afrique de l'Ouest, longtemps dominées par des profils d'hommes travailleurs, se sont fortement diversifiées (Timera et Garnier, 2010). En plus des femmes et des enfants arrivés par le regroupement familial à partir du milieu des années 1970, des femmes seules sont de plus en plus concernées par la migration (Beauchemin *et al.*, 2013). La diversification, au-delà des flux de populations, atteint même les modes de migration et invite à un nouveau regard sur les phénomènes migratoires : « les nouvelles vagues migratoires d'un même pays d'origine ne se retrouvent pas mécaniquement dans l'héritage de l'expérience migratoire des vagues plus anciennes » (Mazzela, 2014 : 76). Un changement notable est le niveau d'éducation plus important des nouvelles vagues migratoires comme des secondes générations. Pourtant l'on note pour ces dernières en particulier de sérieuses difficultés pour entrer sur le marché du travail et « un effet propre de l'origine sur l'insertion professionnelle » (Meurs *et al.*, 2006 : 793) qui valide « l'existence de stéréotypes raciaux [...] associés à l'immigration subsaharienne et qui transcendent les distinctions de classe » (Dedieu, 2012 : 228). Cette expérience de mise à l'écart du marché du travail, en relation avec celle plus visible de la ségrégation spatiale, découle et a participé à l'ethnicisation des populations originaires d'Afrique subsaharienne forcées de partager des zones spécifiques d'habitation où elles vivront l'expérience commune de l'exclusion, se trouveront des points communs et investiront fortement en retour l'assignation d'« Africain », catégorie visant diverses populations ayant pu ne pas s'y reconnaître au début (Poiret, 1997).

Pourtant, c'est en reprenant massivement cette assignation à leur compte que les populations visées vont s'organiser. Les associations de « femmes africaines » (Quiminal, 1998) en sont un exemple. Face à la préoccupation des autorités françaises de rappeler aux migrants l'obligation de s'intégrer, les associations de femmes se sont positionnées en modèles d'agentivité en matière d'intégration citoyenne (Ba, 2014). Leur seront opposées les associations villageoises, émanations directes des associations d'hommes réunis dans les foyers, qui dans leur fonctionnement engageaient en premier lieu et principalement les premières générations de travailleurs migrants (Timera, 1997). Les nouvelles associations africaines de femmes deviendront dans leurs milieux d'implantation des soutiens aux politiques publiques d'intégration, en menant des actions en vue de « compenser » les manques supposés des premières générations (Poinsot, 2001). Si l'opposition demeure entre « dynamiques féminines associatives, laïques et en lien avec les institutions » et groupements d'hommes « apparemment désintéressés des problèmes de la collectivité » (Quiminal et Timera, 2002 : 28), il faut relever que la reconnaissance des premières comme « viviers de pratiques citoyennes » et « vecteurs d'intégration » ne suffira pas à les dissocier des associations de type communautaire (Poinsot, 2001). Suivant les logiques d'ethnicisation des populations qui les composent, les structures réunissant des migrants sont exposées à des soupçons de communautarisme (Bertheleu, 2012). Peu d'entre elles deviennent partenaires des institutions mettant en œuvre les politiques publiques, car elles restent, du fait même de la récupération associative de l'ethnicité assignée d'Africain, « au bas de l'échelle d'estime associative » (Poinsot, 2001 : 71-74). Dans cet environnement français, où la lutte pour l'intégration citoyenne a cristallisé l'action de groupes de migrants ethnicisés, le

recours à une ethnicité autre qu'« africaine » permettrait de mettre à distance les représentations qui lui sont associées.

On voit que, si les mouvements associatifs n'ont pas eu le même développement au Sénégal et en France, les actions associatives ont toujours été orientées par l'environnement national et les circonstances qui lui sont spécifiques. Il s'agit de favoriser une meilleure intégration citoyenne. Dans le cadre de la migration interne, ce souci se traduirait pour les originaires des zones rurales, par la lutte pour une meilleure intégration urbaine. Voyons à présent de quelle manière les mouvements associatifs observés, d'abord à Dakar, puis en Île-de-France, par l'entremise de l'ethnicité, s'investissent dans cet objectif.

Les impasses de la reconnaissance ethnique à Dakar

Au début des années 1990, les Sereer se distinguent par le fait de présenter un nombre de locuteurs inférieur au nombre de personnes se déclarant membres du groupe ethnique (Calvet, 1994 ; Moreau, 1994). Des intellectuels sereer se saisirent de la question, lors du colloque des Journées culturelles du Sine en 1991, « La civilisation sereer d'aujourd'hui à demain ». Au même moment, au Sénégal, en pleine crise économique, une certaine idéologie politique prône le retour aux valeurs traditionnelles (Diouf, 1989 ; Diagne, 1992), et on constate un développement des associations de ressortissants migrants (Ndiaye, 2010), engagées dans la valorisation ou la défense de cultures ethniques.

« *- À un moment, le sereer était en perte de valeur, la langue régressait et avec elle la culture.*
- Comment vous avez mesuré cela ?
- Par le vécu des gens, les gens ne parlaient plus sereer autour de nous ; les gens qui étaient dans les grandes villes. […] On ne refuse pas l'évolution et la modernité, mais il y a quand même des pratiques à conserver, […] si on ne les conserve pas c'est fini.
- Qu'est-ce qui est fini ?
- La culture. » (Issa Sène, infirmier, né en 1955 dans le Sine)

Alors que l'ethnicité désigne moins un ensemble cohérent de pratiques qu'un sentiment d'appartenance résultant de la rencontre et/ou du sentiment de menace des origines supposées, l'idée de groupes distincts contenant des ensembles de pratiques dont la langue est emblématique, prédomine pour la penser. Ainsi, la baisse de pratique de la langue ethnique, considérée comme une menace pour la survie du groupe donnera lieu à un important mouvement de mobilisation des Sereer au Sénégal, l'association Ndef Leng.

Ndef Leng et sa mission pour les Sereer

« *Les Sereer en faisant le bilan, en analysant le vécu de la communauté se sont rendu compte que leur langue régressait. Quelles étaient les causes et les conséquences ? Les intellectuels ont parlé. […] À l'issue de cette assemblée, la conscience de préserver la langue était là et les gens ont décidé de créer un cadre qui puisse prendre en charge toutes les recommandations et c'est ainsi qu'est née Ndef Leng.* »
(Issa Sène, infirmier, né en 1955 dans le Sine)

Une mise en œuvre volontariste autour de la sauvegarde culturelle

À la suite du colloque fondateur de 1991 qui a scellé sa création, l'association Ndef Leng, Union des associations culturelles sereer, fut fondée dans le but de fédérer les nombreuses associations villageoises de la capitale, autour d'un projet commun « de réhabilitation des valeurs socio-culturelles du monde sérère » et de « promotion de la langue sérère ». De sept associations au démarrage, l'Union comptait plus de cinquante-cinq membres au moment de notre enquête et ne prenait plus d'adhésion : les associations adhèrent comme membres et obtiennent un récépissé faisant de leurs adhérents des membres du grand rassemblement. Le nom choisi pour l'association, « *ndef leng* » (« se rassembler »), désigne son objectif qui sera, dans les faits, moins simple qu'il n'y paraît. Comme me l'explique un responsable, l'association devait faire face à la diversité sereer et n'avait pas inclus les minorités de Thiès dites Sereer Cangin. Ces derniers s'étant rapprochés ont finalement été intégrés, mais leur implication restera mitigée. Une autre composante de Sereer originaires de la petite côte, distincts des Sereer du Sine fondateur du rassemblement, a aussi mis du temps à le rejoindre et reste marginalement représentée. L'association obtient néanmoins en 1994 le récépissé signant sa reconnaissance par le ministère de l'Intérieur, puis en 1996, l'agrément d'ONG, malgré des conditions de fonctionnement précaires, sans siège ni téléphone officiel. Des programmes de l'État, soutenus par la Banque mondiale, lui permettront de se déployer rapidement dans plusieurs régions dans des actions d'alphabétisation en langue sereer, de sensibilisation en santé communautaire et en microfinance. Par ailleurs, l'association tente d'organiser tous les deux ans des journées culturelles incluant un colloque scientifique et des animations culturelles telles que des visites de sites historiques. Entre 1996 et 2003, quatre rendez-vous seront honorés dans quatre régions différentes. À partir du début des années 2000, l'association assure annuellement une soirée au théâtre national Daniel Sorano. Cet évènement a été lancé, d'après les responsables associatifs, par suite du constat que non seulement les artistes sereer n'étaient pas représentés dans cette institution culturelle nationale, mais aussi que la majorité des migrants sereer était tenue à l'écart d'une certaine animation culturelle dakaroise. L'évènement, déficitaire, est maintenu grâce aux soutiens émanant de personnalités sereer ou non. En 2014, la présence du président de l'association, par ailleurs ministre dans le gouvernement du Sénégal, et de quelques personnalités sereer donnait un cadre très officiel, dans un théâtre rempli à moitié où furent mis en scène les folklores de divers terroirs sereer.

Bien qu'ayant un historique clair et bénéficiant dans l'environnement sereer d'une notoriété forte, audible à travers le succès de sa radio, il était apparent que, dans les faits, l'association n'eût pas d'activités concrètes régulières. Les visites des bureaux déserts ne laissant pas de doute sur le niveau d'activité, les responsables rencontrés évoquent une crise. Une situation non explicitement exprimée comme problématique était notamment l'absence du président de Ndef Leng devenu ministre, peu joignable, mais dont le remplacement ne semblait pas prévu. Cependant, une des principales raisons avancées était le manque d'engagement et d'investissement des populations, particulièrement des intellectuels.

Un rôle circonscrit dans le travail de représentation ethnique

L'opposition constante entre les instruits, dont la prise de parole est privilégiée pour donner une orientation et défendre les intérêts de tous, et les non lettrés, considérés comme plus informés sur les traditions et à qui sont déléguées les questions de pratiques culturelles, est apparue dans l'environnement associatif sénégalais comme structurante. D'après un étudiant, responsable d'une association de quartier dans son village, c'est parce que « *les sereer analphabètes ne brûlent pas les étapes* » qu'il est important qu'il y ait de la mixité sociale dans sa structure. Les analphabètes y sont chargés d'apporter les connaissances culturelles que n'auraient pas les étudiants par ailleurs occupés, en dehors du village, par leurs études. Ils assurent pourtant la direction de l'association, même à distance. À Ndef Leng, un des responsables relève des conditions de fonctionnement, imposées par un « top management » illettré, qui seraient rédhibitoires pour les intellectuels :

> « *En 93 quand eux ils lançaient, c'était le mouvement villageois qui avait lancé l'idée avec quelques intellectuels… il y a cette frilosité à accepter les intellectuels […] vous êtes dans un environnement qui n'accepte pas la formalisation. […] L'intellectuel travaille dans un environnement formalisé et formel. […] Il faut formaliser certaines choses, ils ne veulent pas, parce qu'ils ne peuvent pas se retrouver dans ce type de management.* »
> (Mamadou, responsable associatif)

L'environnement, semble-t-il, ne permet pas la collaboration de deux groupes de statuts différents : les intellectuels et les analphabètes. Il y a bien des intellectuels dans Ndef Leng, comme le président devenu ministre, ainsi que deux des responsables que nous avons rencontrés. Le fait est que la distinction intellectuel-illettré renvoie d'abord au fait que les premiers instruits, même à niveau élémentaire, ayant pu ainsi prétendre à certaines responsabilités et accéder à un prestige dont ne jouit pas la majorité, ont pu être considérés comme des élites dé-ethnicisées (Mercier, 2021 : 135). Cet élément qui a un temps profondément retravaillé la stratification sociale a aussi exposé les plus instruits de cette élite à des soupçons de déracinement. Ces classes sociales, habituées à s'activer dans des associations distinctes, peinent à agir ensemble dans le cadre de la recomposition sociale urbaine dakaroise et des enjeux qui en émergent.

Ainsi, des associations culturelles ont aussi été créées par les franges lettrées du groupe sereer qui, par leur discours performatif, ont dessiné au fil des décennies les contours de l'ethnicité sereer (Smith, 2006 et 2013). C'est le cas de l'association des cadres sereer qui se mettait en place au moment de l'enquête et qui regroupait des personnes déjà présentes dans d'autres organisations où sont plus visibles les lettrés, telles que l'association Aguene et Diambogne. Les franges illettrées, largement représentées dans les associations d'originaires, ont, elles, plutôt investi Ndef Leng comme le cadre dans lequel elles pouvaient déployer leurs compétences culturelles, sans pour autant céder la place d'encadrement idéalement réservée aux intellectuels. Une place particulière est aménagée pour ces derniers : l'intervention dans les colloques des journées culturelles, ou dans les émissions de la radio. Place particulière qui les exclut de l'exécutif, mais continue à les établir comme « conseils » et « guides » dans l'environnement moderne censé être étranger pour la majorité des Sereer : « *La radio communautaire doit permettre aux cadres sereer d'encadrer la population* ».

Même si les associations de cadres tiennent à se distinguer de Ndef Leng, dont l'action est marquée par la récurrence et le caractère cyclique des programmes festifs et folkloriques, leurs actions ont servi le même objectif de mise en visibilité et de reconnaissance du groupe ethnique et de ses particularités attribuées et revendiquées. La majorité des personnalités visibles de ces diverses associations sont des hommes nés avant les indépendances et installés à Dakar depuis des décennies. Oscillant entre nostalgie et culpabilité, leur discours évoque une permanence de leur être, en convoquant notamment la figure du paysan qu'ils demeureraient malgré les changements :

> « *Moi je suis paysan hein, malgré que je travaille, je ne me considère pas comme un fonctionnaire hein, je me considère comme un paysan, je l'ai dans le cœur […] ken andoum.* »
> (Augustin Faye, agent de sécurité, retraité, né en 1949 dans le Sine)

De même, le rappel de la spécificité du groupe dans le pays s'avère prioritaire dans les échanges :

> « *Le Sereer est une ethnie centrale. Vous savez qu'on a des parentés avec les Diola, les Pulaar, les Mandingues, donc la disparition du Sereer pourrait entraîner avec elle la disparition d'autres ethnies.* » (Ibra Sène, agent du service public, retraité, né en 1958 dans le Sine)

Si l'expérience de l'ethnicité de ces hommes, majoritaires dans ces associations, reste valable, elle ne prend pas en compte les expériences les plus courantes, notamment celles de migrants plus jeunes qui ne se reconnaissent pas toujours dans les discours les plus répandus sur la culture sereer et ses terroirs.

Des réalités et perceptions exclues de la promotion culturelle

Il est marquant que dans l'association ne soient pas représentés deux groupes importants dans la population : les femmes dont plus de la moitié vit en zone urbaine, et les vingt-trente-cinq ans concernés à un tiers par l'urbanisation. Cela est important quand on sait que 55 % de la population nationale vit en zone rurale (ANSD, 2014). Les jeunes en particulier ont une expérience très éloignée de ce que promeut Ndef Leng. Ils ont une expérience qui ne leur permet pas de se retrouver dans le clivage entre zones urbaines et rurales entretenu par l'imaginaire ethnique sereer, éloigné de la dynamique d'urbanisation du pays et des modes de circulation. C'est ce dont témoigne Juliette, trente-cinq ans au moment de l'enquête. Née au village en 1977, elle a suivi sa scolarité dans les zones urbaines alentour et s'est installée à Dakar, sans surprise ni enthousiasme particulier, accueillie dans une grande maison qu'elle décrit comme bruyante. Cette expérience l'a menée, au moment où elle trouve un emploi dans la banque, après son master, à faire le choix d'un mode de vie qui dérange dans son entourage :

> « *Il y a des gens qui me disent déracinée, pourquoi ? Par le simple fait qu'elles ne comprennent pas pourquoi moi une femme célibataire j'habite seule avec mes deux nièces. Y en a même qui me disent pourquoi tu n'as pas pris telle ou telle qui est bonne à Dakar ? Je dis non moi je ne peux pas, je travaille. Quand je rentre, j'ai besoin de calme. Vous voyez pour eux, être à Dakar c'est continuer à faire comme au village. Une maison remplie, on crie partout.* »

Célibataire et ayant une réputation de rebelle dans sa communauté villageoise à Dakar, elle est particulièrement remontée contre les hommes sereer qui, selon elle, craignent que l'instruction ne rende les femmes moins « sereer ».

Les remises en question que formule et incarne Juliette se trouvent aussi au village :

> « *L'idée n'est pas de s'agréger à ce qui se fait ici comme ça et de ramener ma femme dans la maison familiale par exemple pas du tout ! ! ! […] On doit casser ces gros foyers-là. On doit à chaque fois évaluer ce qu'on gagne et ce qu'on perd dans une situation. Si tu l'analyses, si tu observes toutes les familles qui ont des problèmes au village aujourd'hui c'est à cause de la cohabitation.* » (Ndiène Diouf, commerçant, né en 1984 dans le Sine)

Ndiène est un entrepreneur de trente ans, revenu dans son village du Sine depuis deux années quand nous le rencontrons, pour monter son affaire après un BTS en commerce à Dakar. Se démarquant de ceux qui représentent l'échec universitaire et urbain en rentrant au village, contraints, il dit apprécier d'autant plus son retour au village qu'il a été volontaire. Son retour ne renvoie pas non plus à une expérience désenchantée de la ville qu'il dit avoir appréciée, ayant habité durant trois années chez sa tante paternelle. Pour lui, le village s'est présenté comme un lieu d'opportunité économique, à la base de sa stratégie de vente et de développement.

> « *J'avais repéré un fort potentiel au village ; j'ai décidé de rentrer […]. Je suis finalement resté parce que j'ai voulu développer l'affaire. Je suis en train d'innover, je fais plein de choses… je peux dire que je suis devenu leader, il n'y avait pas vraiment de concurrence, je me diversifie et j'adopte des angles de développement adaptés à la localité ; j'ai des réseaux.* »

Dans son discours, ni valeur ni culture ne sont mobilisées pour justifier les choix. Installé au centre le plus urbanisé de la localité, à quelques kilomètres de la maison familiale, il pose un regard distancié sur le village qui d'après lui est plus influencé par les modes américaines que par Dakar. C'est cette influence qui, d'après lui, en modifiant la perception des collégiens et lycéens sur leur habillement, les pousserait à tous partir travailler en ville pendant l'hivernage, afin de s'habiller à la télévision pour la rentrée. Réalité qui a participé à renverser les tendances : pendant l'hivernage, le village ne se remplit plus de jeunes qui revenaient de leurs lieux d'étude, mais se vide. Cela ne justifie pourtant pas qu'il cède à l'idée qu'il lui faudrait prêter main forte à son père pour les travaux champêtres :

> « *Je ne pense même pas à aller aux champs ! […] Ici on ne me voit que la nuit, de toute façon, je n'ai pas le temps en fait. Si j'avais le temps… par exemple si j'étais à l'étranger et que je venais ici en vacances, au village j'irais cultiver avec mon père. Mais là, ça n'est pas parce que je suis travailleur au village que je dois aller cultiver avec mon père !* »

Juliette et Ndiène sont des exemples de cette jeunesse sereer et sénégalaise qui se joue des définitions et des frontières établies par certains Sereer, entrepreneurs d'ethnicités singulières ou d'actualisation singulière de l'ethnicité sereer. Refusant les cadres qui leur sont proposés et faisant leur sillon malgré les critiques, ils se préoccupent d'abord de ce qui fait sens pour eux, et de ce qui, d'après leur expérience, leur permet de mettre en valeur leurs compétences.

Ils sont guidés par les opportunités qui se présentent à eux, car, même si avec leur formation professionnelle ils ont plus de chances que les autres de trouver un emploi salarié, la rareté de ce dernier rend leur intégration plutôt incertaine (Paugam, 2000). En effet, l'informel, devenu structurel dans l'économie sénégalaise tend à favoriser des pratiques de débrouille au quotidien, ce qui n'est pas sans conséquence sur les subjectivités nationales, en particulier chez les jeunes qui se cherchent de nouvelles références (Banégas et Warnier, 2001 ; Diouf, 2002).

Sans adhérer aux mouvements associatifs tels que Ndef Leng, ces jeunes ne les dénoncent pas non plus. Ailleurs, des mères de famille migrantes, installées dans la lointaine périphérie de Dakar, se sentent concernées et semblent d'autant plus promouvoir Ndef Leng qu'elles n'ont pas le temps d'y participer. Elles assument la survie de leurs familles, mais aussi, la responsabilité de l'éloignement des enfants des pratiques ethniques qu'elles estiment intransmissibles en ville, et n'ont de toute façon pas le temps de transmettre (Ndour, 2020). Dans leur vision et leur discours associant ethnicité sereer et village, la présence du mouvement associatif leur permet de se libérer du fardeau de l'animation ethnique en ville et de consacrer leur énergie à une cause plus urgente : la survie quotidienne.

Il se dégage de ces exemples une distance entre représentation « officielle » de l'ethnicité, promue par l'association Ndef Leng, et expériences réelles des personnes. Parce que ce décalage persiste dans le temps et n'est pas remis en question par les acteurs eux-mêmes, il est important de saisir le cadre qui lui donne sens.

Les enjeux de la reconnaissance ethnique

De la parenté ethnique à la parenté nationale : les ressorts de la citoyenneté sénégalaise

L'observation de l'activité associative sereer à Dakar à travers le mouvement Ndef Leng révèle des paradoxes qui tiennent à l'environnement national et à la manière dont la citoyenneté s'y impose. Dans cette société, la parenté, qui repose sur la naissance, régit la majorité des relations sociales de manière plus ou moins forte selon la proximité estimée, l'éloignement potentiel pouvant s'estomper avec des outils tels que les cousinages à plaisanterie. Smith (2006) avance que ces derniers sont centraux dans la dynamique de fondation de la nation sénégalaise où leur récit « se présente comme une pédagogie de la convergence qui insiste sur les similarités et les branchements horizontaux entre communautés, afin d'une part de délégitimer les imaginations séparatistes et, d'autre part, de mettre en circulation une représentation pluraliste de la nation non limitée à son centre "islamo-wolof" » (Smith, 2006 : 909). Si ce « jeu » s'illustre aussi dans les relations entre membres du même groupe ethnique, à travers les noms de famille et les lignages, il opère surtout en dehors de lui, comme manière idéale de tisser des liens entre groupes différents, pour neutraliser par un « idéal de fraternité » des situations éventuellement conflictuelles qui peuvent donc ne pas être réglées dans le fond. Cette « conceptualisation de la civilité » est la base d'un pacte social, qui promeut non « une définition de l'égalité politique entre individus abstraits et interchangeables », mais « le respect mutuel et la reconnaissance comme support de la citoyenneté », faisant idéalement de la co-citoyenneté un sentiment de parenté (Smith, 2006 : 943-944).

Ce liant naturel entre concitoyens maintient l'application d'une grille ethnique co-construite par colons et colonisés (Amselle, 2010 ; Glasman, 2004), qui affecte chaque groupe à un terroir et à des fonctions sociales précises et met en avant, du fait qu'il s'est trouvé sur les premiers territoires urbanisés, le groupe ethnique wolof (Diouf, 2001). Cette « organisation » de la société, qui ne sera pas sans incidence sur la manière dont les langues et populations cohabitent, aura aussi une incidence sur la manière dont se construit le sentiment national depuis un centre « islamo-wolof » construit autour d'enjeux diversifiés depuis la colonisation (O'Brien, 2002 ; Smith, 2010). Depuis les indépendances, le Sénégal n'a cessé d'être confronté à une situation d'appauvrissement susceptible de rendre cette distribution des rôles injuste pour les populations qui seraient ainsi naturellement désavantagées. Bien que visant l'émergence, le Sénégal reste un pays pauvre très endetté (PPTE) présentant une configuration qui « encourage une très forte solidarité familiale pour faire face à la pauvreté » et dans laquelle les pauvres, comme les autres, « exercent une fonction précise dans le système social et ne sont pas stigmatisés à titre individuel » (Paugam, 2016). Alors que tous sont soumis à des conditions économiques et sociales difficiles, la persistance à appréhender les populations par leurs origines pourrait favoriser une naturalisation de la pauvreté peu propice à la remise en question de la structure sociale. De ce point de vue, l'offre associative Ndef Leng, loin d'offrir un espace de remise en question, rejoue des fragmentations sociales présentes au niveau national.

Une proposition associative convenue

S'il apparaît que les masses exclues et pauvres se sont toujours mobilisées pour améliorer leur sort, Ndiaye (2010) constate à propos du mouvement associatif que son potentiel innovateur n'est pas exploité face à l'éclatement d'actions qui, prises à part, proposent de vraies alternatives. Le mouvement associatif permettrait donc à certaines populations de devenir des acteurs sociaux et de participer à minima à la vie sociale des villes et du pays, sans bouleverser une configuration sociale dominée par une inégalité naturalisée au fil du temps. Cela s'illustre par le registre bien déterminé dans lequel est évoqué Ndef Leng : l'action de mise en visibilité, à travers les Sereer, des ruraux comme membres de la communauté nationale au même titre que les urbains et dans des espaces d'où ils étaient tenus éloignés. En se développant rapidement comme instance représentative de tout un groupe ethnique dans un environnement qui veut que ces relations « naturelles » ne soient pas un frein, mais une richesse pour le pays, Ndef Leng s'est imposé comme porte-drapeau et groupe d'influence des Sereer au sein du pays. S'exprimant au nom de tous, Ndef Leng a généré un engouement commun et participé à inclure dans la ville des personnes qui ne s'y sentaient pas à leur place. Ainsi, la normalisation du parler sereer en ville est mis à leur actif par certains :

> « *Il y a quand même un renouveau, même petit, avec les Ndef Leng et autres là […] quand même il y a le désir de se faire reconnaître comme sereer. À Dakar, quand on était plus jeunes, tu ne pouvais pas entendre parler sereer, sauf à Almenkou qui était le quartier des Sereer et à Champs de Course, c'est là que tu avais des gens qui parlaient sereer, tu sortais de là, ils ne parlaient plus sereer, c'était comme ça, le complexe "o leyanga sereer a ngaka o refo*[4]*".* » (Martin Faye, enseignant, retraité, né en 1942 dans le Sine)

4 « *Si tu parles sereer tu es un plouc* ».

Cependant, loin de rompre avec une dynamique environnementale opposant ruraux et urbains, instruction et ancrage culturel, elle a participé à la validation des critères d'ethnicisation du groupe, promouvant en critères ethniques des modes idéalisés de vie qui non seulement sont en décalage avec le quotidien des populations, mais entretiennent l'idée sur laquelle reposait leur mise à l'écart de la modernisation nationale. Ndef Leng s'est adapté à un environnement où l'essentiel était l'accès à une place convenable dans l'ordre établi, et non sa remise en question. Toutefois, il apparaît que sa mise en visibilité ne fait que voiler, et non empêcher, des pratiques qui, elles, œuvrent, même de manière non coordonnée, à défaire cet ordre social.

Malgré les limites qui peuvent être relevées dans la proposition de cette association, elle inspire d'autres Sereer à se regrouper. C'est le cas à Paris, où un groupe de migrants originaires du Sine décide en 2010 de lancer une initiative en s'inspirant de ce modèle. Mais, à quels enjeux tente de répondre ce projet ? Et quels effets, en retour, de l'environnement français et du mouvement qu'il engage sur l'ethnicité mise en avant ?

Le renouveau de la solidarité ethnique chez les Sereer de Paris

Bravant la méfiance que suscite en France la référence à une ethnicité particulière, la Nouvelle Association Parisienne (NAP) choisit en 2010 de mettre en avant de telles attaches :

> « *L'idée principale, c'était de regrouper tous les Sereer déjà […]. Et moi, je crois que ça a créé un cadre de rencontres, où de nouvelles relations se sont tissées. Je crois qu'on ne se serait jamais connus sans l'association […], donc c'était ça la première idée et ça m'a plu.* » (Alsane, juriste, né au village en 1984)

La NAP, née d'échanges ayant suivi le décès d'un étudiant sereer, avait pour objectif un cadre de fédération des multiples associations d'originaires. L'association voulait s'adresser à tous les Sereer, mais aussi aux non-Sereer sensibles à son projet d'ouverture, de solidarité et de collaboration intergénérationnelle. Les anciens disent se sentir responsables des jeunes qui arrivent seuls, sans famille et qui ne sont pas connus de leurs cercles. Ils veulent créer une structure dans laquelle leurs enfants, généralement peu concernés, pourront s'impliquer. Sur le blog de l'association, on pouvait ainsi lire :

> « [C]ette association est intergénérationnelle. On y trouve des enfants, des étudiants, des adultes tout comme des seniors. Ce mélange de générations est notre force. »

De quelle manière cette entreprise compte-t-elle associer des groupes de personnes évoluant habituellement dans des sphères différentes ? Quel objectif poursuit-elle sur le terrain français précisément ?

Une nouvelle proposition sous tensions

Rompre avec les particularités villageoises

> « *Ce nom [de l'association] quand on l'a sorti […] c'était juste pour signifier que nous ne voulions pas une association villageoise.* » (Alsane, juriste, né au village en 1984)

L'association comptabilisait en 2018 plus de 150 membres et accueillait annuellement, à l'occasion d'une journée culturelle, plus de 300 personnes majoritairement sereer, mais pas uniquement. Sénégalais et autres nationalités d'Afrique et d'Europe, principalement française, s'y retrouvent. Elle développe aussi des partenariats avec d'autres associations. S'il est difficile d'estimer l'importance de la population sereer en Île-de-France et dans les régions alentour, le nombre de personnes régulières dans les réunions et de membres dits actifs reste alors très en dessous de ce qu'espéraient les initiateurs. Il est ressorti des échanges dans les familles que les personnes, même quand elles étaient au courant de l'existence de la structure, ne se sentaient pas particulièrement concernées tant qu'elles n'étaient pas personnellement invitées par une connaissance ou que leur association villageoise ne les y encourageait pas. Si l'ambition de l'association est de réunir tous les Sereer et leurs sympathisants, le démarrage s'est fait non par le rassemblement des représentants associatifs, mais autour de quelques personnes originaires de villages sans association. L'objectif de dépasser les frontières, d'abord villageoises, pour agir ensemble, paraît peu fédérateur.

En revanche, la grande majorité des Sereer rencontrés en dehors de l'association est active dans une association villageoise. Deux d'entre elles implantées à Paris depuis des décennies ont acquis des savoir-faire et une visibilité qui en font de véritables « institutions ». Par ailleurs, ces associations villageoises semblent également traversées par des préoccupations proches de celles ayant mené à la mise en place de la NAP, comme j'ai pu le constater auprès de l'une d'elles. Mise en place vers la fin des années 1980 par quelques ressortissants, l'association a cessé de fonctionner au milieu des années 1990 à la suite de conflits internes. Depuis 2003, elle a été remise sur pied et est dirigée par une nouvelle vague de jeunes migrants, de niveau social élevé, en collaboration étroite avec des personnes de seconde génération, descendants des premiers membres. Ces nouveaux porteurs de projets, appartenant souvent aux mêmes familles, se sont rencontrés au gré des hébergements proposés par des chefs de famille à leurs neveux ou nièces venant en études en France. Ensemble, ils promeuvent « le développement social, sanitaire et économique » du village d'origine, mais aussi « une action de solidarité de proximité entre les générations ». Ces associations villageoises mettent en place des projets qui exigent de leurs membres une implication importante :

> « *C'est-à-dire que l'association vise la fédération, mais les associations villageoises sont là et prennent beaucoup de temps aussi et si on veut faire les deux, il faut du temps parce que c'est quoi deux réunions par mois… c'est lourd pour la vie qu'on a ici.* »
> (Marcel, comptable, né au village en 1954)

Alors que la NAP se veut l'association de tous les Sereer ou plus précisément « association des Sereer du monde », nombre de personnes rencontrées l'évoquent en s'en excluant : « *Ah, votre association-là !* ». Contrairement à ce que l'on peut observer dans les associations établies, regroupements de villageois issus de la Petite Côte sénégalaise et des premiers villages évangélisés et en partie scolarisés, d'où proviennent les premiers instruits du groupe ethnique, la NAP a été créée à l'initiative de personnes venant de localités où les migrations sont plus récentes et qui sont moins pourvues en France de catégories sociales supérieures. Les distinctions engendrées par ces niveaux de dévelop-

pement inégaux entre villages (Copans, 1978 ; Camara, 2002) restent d'actualité. L'association parisienne sonne comme une exigence de dépassement de ces distinctions internes pour une plus grande solidarité ethnique :

> « *Il faut vraiment qu'on arrête avec ces affaires de village et qu'on pense à l'ensemble de la communauté. Si […] tu as la possibilité d'obtenir une ambulance ou je ne sais quelle chose pour ton village, il faut que l'on se mette ensemble pour que tout le monde puisse profiter de tes possibilités et qu'il ne s'agisse plus seulement que de développer ton village, mais l'ensemble de la zone rurale sans distinction.* »
> (Boucar, employé, né au village en 1959)

Cet objectif de solidarité, qui vise et repose sur la participation de populations socialement hétérogènes, ne concerne non seulement pas tous les membres potentiels de l'association, mais reflète une appréhension de l'ethnicité qui n'est pas partagée par tous.

Des membres aux objectifs différents

Diverses générations se sont impliquées dans les activités associatives : des migrants ayant constitué les premières vagues migratoires sereer, installées en France depuis parfois plus de quarante ans ; leurs descendants souvent nés en France ; et de jeunes migrants de première génération, nés au village, mais actuellement installés en France, qui ont pu bénéficier de l'aide, notamment au logement, des premiers. Les « vétérans » ont prêté une attention particulière à la rédaction des statuts de l'association pour s'assurer de son ouverture. S'ils insistent sur la nécessité d'un changement de modèle associatif dont ils veulent donner l'orientation, ils estiment les jeunes migrants, professionnels et étudiants, plus compétents et plus légitimes pour sa mise en œuvre, surtout pour sa représentation. Ils cherchent à leur déléguer la mission de direction associative tout en s'impliquant fortement dans l'élaboration et l'orientation des projets. Ces jeunes « compatriotes » de première génération leur semblent de meilleurs porteurs des projets que leurs propres enfants qu'ils associent cependant à l'initiative. Si parmi les vétérans les plus actifs figurent quelques personnes de niveau social élevé (médecin ou juriste), la majorité de cette faction est constituée d'employés et d'ouvriers arrivés en France entre le début des années 1980 et le milieu des années 1990, au plus fort de la crise économique sénégalaise. Chez ces personnes, l'ethnicité rapporte à un ensemble de pratiques fortement associées au terroir d'origine appauvri qu'il faut soutenir. De ce fait, comme le suggérait Boucar précédemment, la solidarité avec ceux restés là-bas, devenue leur principal moyen de participation ethnique, est très investie, valorisée et mise au-devant de toutes leurs préoccupations associatives. Boucar, né en 1959 dans un village du Sine, s'est arrêté aux premières classes du primaire et est un membre dynamique de l'association parisienne. Parti du village pour trouver mieux et ne pas demeurer agriculteur pauvre comme son père, il fera une carrière rapide dans une usine dakaroise avant d'arriver en France en 1990. Figure de battant par excellence dans la communauté, il appelle sans cesse les Sereer de la communauté à rêver « comme les autres » pour être utiles à leurs villages et à toute la communauté sereer. Avec lui, un groupe d'« anciens » met fréquemment l'association sous pression pour multiplier les occasions de faire des rencontres festives génératrices de revenus et favoriser les projets en direction des zones d'origine, quitte à impliquer les autorités sénégalaises en France.

Face à lui se trouvent des migrants de première génération, plus jeunes, diplômés, ayant souvent un niveau de formation élevé (master 2 ou plus) et professionnellement établis (consultants, ingénieurs, chercheurs), nés après 1970, arrivés en France entre la fin des années 1990 et le milieu des années 2000. À l'instar de Saliou, chercheur de trente-cinq ans pressenti pour la présidence de l'association, qui a commencé ses études au Sénégal, les a poursuivies en France, a travaillé dans un autre pays européen, avant de revenir s'installer en Île-de-France, ces personnes ont expérimenté une forme de mobilité nationale et internationale. Contrairement à la majorité des migrants plus âgés instruits qui ont dû quitter le village dans leur enfance, ils ont pour la plupart suivi le cursus scolaire au village, sont allés chez des membres de leur famille, à Dakar pour le lycée ou l'université, avant de poursuivre leurs études supérieures en France, au Canada ou dans d'autres pays européens pour des opportunités professionnelles plus qualifiées. Présentés comme des modèles de réussite dans la communauté, ils se distinguent par une aisance à afficher, en même temps, des pratiques ethniquement marquées comme la pratique de la langue sereer avec leurs enfants, et une forme constante de relativisation des critères d'ethnicité en circulation, notamment auprès des plus âgés du groupe (Ndour, 2021). Ainsi, alors qu'une majorité d'interlocuteurs, évoquant tour à tour des valeurs ou des pratiques « spécifiques », tente toujours de définir l'ethnicité sereer, c'est l'exercice qui pose le plus de difficultés à ces personnes :

> « *La culture sereer c'est d'abord, moi je pense, des habitudes […]. Les habitudes sereer ne sont pas que sereer, c'est pas spécifique aux Sereer, mais, aprés, peut-être qu'on doit les avoir, en tant que Sereer.* » (Alsane, juriste, né au village en 1984)

Alsane, juriste, trente ans et célibataire en 2014, revendique le caractère non particulier, mais universel du sentiment d'appartenance qui ne le définit pas entièrement, mais participe en même temps que son travail, son âge, sa circulation géographique, et notamment son installation en France, à organiser sa vie. Pour lui, *« tout le monde peut dire la même chose. On s'identifie à un idéal, mais cet idéal n'est pas spécifique aux Sereer, il est valable pour tous* ». Saliou, marié et soucieux de transmettre un sentiment d'appartenance ethnique à ses enfants, partage ce point de vue :

> « *Il y a des aspects, si je pouvais les transmettre, non seulement à mes enfants, mais aussi aux autres non sereer, je le ferais. [...] Finalement, c'est des valeurs universelles : l'honnêteté, le travail, le respect… partout dans le monde c'est ça qu'on cherche !* »

Le groupe de jeunes est mobilisé autour de Saliou et Alsane pour des actions en direction des secondes générations nées en France. Ils veulent développer des activités de soutien et de conseil dans l'orientation scolaire et professionnelle, mais plus largement, créer des espaces de rencontres avec eux.

La rencontre de ces deux groupes de populations qui veulent s'unir pour redéfinir les conditions de l'association ethnique ne se fait pas facilement. Les jeunes ne cessent de faire pression sur le groupe pour réaliser la transformation voulue du mouvement associatif. Semblant rejeter toute inconséquence, leur attitude a pu créer des tensions avec les plus âgés dans leur exigence d'une « cohérence » entre affichage et fonctionnement. Si par exemple ils ont tenu, de même que les plus âgés, à ce que « démocratie » figure dans les statuts de

l'association, ils veulent qu'elle soit une réalité dans le fonctionnement de la structure. Il était donc entendu que respect et égard dus à l'âge n'exemptent pas de nécessaires explications ; que l'expérience, la compétence et le savoir-faire mis en avant par certains ne se substituent pas à la concertation et à la prise de décision collective. Dans le même temps, assumant quotidiennement leur référence à l'ethnicité sereer, quand les plus anciens ont plutôt développé des stratégies de neutralisation de celle-ci à l'extérieur de leurs foyers domestiques, les jeunes sont soumis à un certain contrôle, notamment en ce qui concerne la communication externe de l'association. Cela s'est fortement fait ressentir lors de réunions où les plus jeunes demandaient à assumer l'orientation culturelle de l'association non plus en direction du village, mais bien de leur environnement en France. Cela fut concrétisé par la promotion de conférences-débats, à l'occasion de journées culturelles ou de réunions lors desquelles ont été discutées, décryptées ou élucidées, pour les plus jeunes et les secondes générations, pratiques ou rites culturels : quel sens leur accorder et quelles réinterprétations leur donner en France ? Promus, car perçus tout à la fois comme ethniquement ancrés et socialement intégrés, mais pas complètement laissés libres de recréer le mouvement associatif, ces plus jeunes migrants apparaissent comme des médiateurs entre premières générations anciennement installées et leurs descendants, secondes générations dont ils peuvent être proches en âge. Se découvre ainsi en filigrane ce qui semble être l'objectif principal de cette initiative associative : le développement d'un capital social ayant pu faire défaut à de nombreux migrants originaires d'Afrique subsaharienne et à leurs descendants, par l'entremise de profils qui, précédemment au Sénégal, sont exclus de la représentation ethnique.

Les enjeux de la communalisation ethnique

La promotion de la diversité permet d'accéder à des profils éduqués à un niveau supérieur et jouissant en majorité d'un statut social élevé. D'après les membres les plus âgés, ils sont la démonstration de la fécondité des valeurs sereer en France. L'association devient un cadre où s'actualise, à l'intention des secondes générations en France, une ethnicité qu'ils ont pu rejeter (Ndour, 2021), semblable à celle promue par Ndef Leng au Sénégal. Afin de mieux comprendre ce qui se joue dans ce rassemblement, il importe de rappeler à quelles contradictions une partie des immigrés originaires d'Afrique subsaharienne et de leurs descendants furent confrontés dans la société française.

Des logiques d'intégration dépendantes

En France, il a pu être démontré que l'insertion professionnelle, qui est à la base des autres relations que la personne va construire, par l'attachement à un corps professionnel et l'octroi d'un statut social, sert in fine l'attachement des individus à la société (Paugam, 2016). Elle est par conséquent une condition de l'application du principe universel d'égalité fondant la nation et devant assurer l'autonomie à chaque citoyen. Dans le projet de la « communauté de citoyens » (Schnapper, 1994) à laquelle se réfère la nation civique française, il n'est pas seulement entendu que les particularités culturelles, donc les attaches à d'autres groupes que la nation, doivent être de l'ordre du privé, mais qu'elles sont idéalement appelées à s'effacer à mesure que les personnes se sentiront appartenir à la nation. Ainsi, c'est souvent à l'aune de leur insertion professionnelle puis de

leur acculturation que le processus d'intégration est mesuré chez les migrants, la première étant vue comme pouvant impulser l'accès du migrant au statut de citoyen (Rea et Tripier, 2008 : 91).

Pourtant, des hiérarchies existent dans les manières de travailler (Paugam, 2000). Dans les années 1970, la majorité des travailleurs africains évoluait dans les « secteurs d'emploi jugés les moins attractifs : nettoyage, voirie, manutention. À la voirie parisienne, ils représentent [alors] près de 90 % des éboueurs » (Barou, 2011 : 26), un travail n'assurant alors que peu de ressources protectrices et de reconnaissance sociale. Si leur situation tend, avec l'élévation du niveau de formation, à s'améliorer, les travailleurs d'origine africaine sont toujours surreprésentés dans le secteur des employés et dans les classes professionnelles inférieures. Les secondes générations de migrants, depuis celles issues des familles installées dans les années 1970-1980, ont manqué de modèles socialement valorisants, avant de vivre elles-mêmes une intégration difficile, cumulant depuis leurs lieux de vie des désavantages scolaires qui, se répercutant sur leur insertion professionnelle, affectent significativement le niveau de revenus auquel ils peuvent prétendre et par conséquent leur accès aux biens matériels et symboliques (Safi, 2013). Ainsi, alors qu'elle permettrait la pleine citoyenneté, l'activité économique est entravée pour ceux qui ne sont pas encore reconnus comme citoyens au sens plein du mot, toujours appréhendés suivant leurs origines. Selon la théorie de l'assimilation segmentée qui mesure tout à la fois le niveau d'acculturation et l'insertion professionnelle des deuxièmes générations de migrants (Portes et Zhou, 1993), il apparaît que les parcours des descendants de migrants africains sont majoritairement caractérisés par une réelle acculturation que ne reflète pourtant pas leur niveau d'insertion professionnelle (Safi, 2006).

Une ethnicité intégrative contre une ethnicisation stigmatisante

Dans le contexte d'exigence démocratique de la France, la valorisation des origines ethniques pourrait, non seulement être compatible avec l'objectif d'intégration dans la société française, mais même la favoriser si elle permet l'accès à des réseaux socioprofessionnels. Elle semble de surcroît s'imposer pour des populations migrantes, assimilées, mais vues comme non assimilables, chez qui il s'agirait de réinvestir une particularité ethnique pour échapper à une intégration stigmatisante (Lapeyronnie, 1997). L'origine ethnique peut donner accès à des ressources matérielles et symboliques autrement limitées, en particulier pour les personnes originaires des zones les plus pauvres du Sénégal, de migration plus récente et moins importante, ayant parfois déjà connu une intégration à la marge en zone urbaine sénégalaise.

Les jeunes migrants de première génération, ayant pu être accueillis dans des familles ne disposant pas d'un réseau villageois important sont encouragés à s'engager, à faire marcher une association dépassant les clivages villageois internes, mais aussi, et surtout, à prendre sous leurs ailes leurs frères et sœurs, de seconde génération. Ayant une insertion professionnelle et sociale plutôt valorisée, ils n'hésitent pas lors des évènements associatifs à inviter des collègues et amis évoluant dans des environnements éloignés de ceux de la majorité des membres de l'association, souvent des Français. En même temps qu'ils renvoient une image de personnes ethniquement ancrées, et sont

présentés comme tels du fait de leur bonne insertion professionnelle, leur langage, leurs intérêts et leur attitude générale faite d'aisance sociale les rendent plus proches, en France, de secondes générations qui ne se reconnaissent pas toujours dans les intérêts de leurs parents. Avec eux, la culture, loin d'être obsolète, s'actualise comme un puissant facteur d'intégration qui redit l'importance de l'identité professionnelle pour les migrants (Crenn, 2020), à travers les valeurs de travail, d'abnégation et de respect associées à l'ethnicité sereer dans la NAP. À l'intention des secondes générations, tiraillées entre des sociétés où elles cherchent toujours leur place, la légitimité à se réclamer des origines parentales ou de la nation française n'étant pas vraiment assurée (Sayad, 2006 ; Simon et Tiberj, 2012), la mobilisation associative se présente comme une voie de contournement pour atteindre un objectif double que les parents peinent à incarner et à mettre en œuvre : une reconnaissance et une intégration sociales faites d'« ici » et de « là-bas », qui rend obsolète l'idée qu'il faut choisir son camp. La « sérérité », en France, tout en défaisant, par l'entremise de modèles dynamiques de réussite sociale en France, l'image figée du Sereer au Sénégal, se positionne comme pilier d'intégration à la société française.

Conclusion

Il apparaît au terme de notre analyse que l'ethnicité est une dimension du social qui échappe, par les expériences des acteurs dans les deux contextes étudiés, à toute tentative d'essentialisation. Jamais donnée une fois pour toutes, elle ne cesse de se combiner à d'autres variables, sociales, économiques et politiques.

À Dakar, toutes les interactions sociales sont soumises aux identifications particulières et l'ethnicité peut se confondre théoriquement avec la citoyenneté et le positionnement social. Le rassemblement associatif observé, qui vise à la sauvegarde de la culture sereer, participe de façon plus ou moins délibérée à l'entretien d'un ordre social ethnicisé, associant groupes, terroirs et fonctions sociales, dans lequel les Sereer demeurent « naturellement » paysans, ou au moins ruraux. Les pratiques de cette association, maintenue par des hommes plutôt âgés marqués par le Sénégal des indépendances, se confondant avec celles régissant déjà en grande partie l'environnement social, semblent ainsi peu attractives pour une majorité de néo-urbains aux prises avec une réalité sociale où leur créativité et leur adaptation s'avèrent plus payantes que leur adhésion au mouvement associatif. Il a donc semblé nécessaire dans l'analyse de mettre en lumière ces profils, de jeunes et de femmes, non représentés par le mouvement associatif, mais bien plus représentatifs de l'expérience actuelle de l'ethnicité parmi d'autres expériences sociales sénégalaises.

À Paris, dans un environnement social qui ne valorise pas la primauté et la légitimité de telles attaches, l'analyse montre que la mobilisation ethnique peut être porteuse. Elle semble même s'imposer pour des populations migrantes et leurs descendants en quête de reconnaissance et d'une forme de protection faisant défaut dans la communauté nationale. Ainsi, au sein de la NAP, basée sur l'ouverture et le dépassement de toute appartenance particulière — villageoise, générationnelle, nationale, sociale — tente de se mettre en place, par l'intermédiaire de jeunes migrants au statut social élevé, un cadre favorable à l'accès à des modèles de réussite. Ces derniers sont présentés par les plus âgés,

au statut social moins élevé, comme incarnation des valeurs sereer de travail, d'abnégation et de respect. Perspective qui permet, à l'intention des plus jeunes de l'association, descendants des premiers migrants plus âgés, en même temps la mise à distance de la catégorie potentiellement stigmatisante d'« africains », et la promotion de valeurs porteuses pour s'inscrire dans un monde en marche, donc pour l'intégration aux sociétés actuelles et plus précisément à celle où ils vivent, la société française.

Voilées à Dakar, quelque peu instrumentalisées à Paris, les manières actuelles pour une majorité de Sereer rencontrés de dire leur sentiment d'appartenance ethnique, concomitamment à d'autres expériences sociales qui leur sont aussi nécessaires, dévoilent une réalité qui peine à être acceptée, d'abord au sein de la communauté ethnique. Notre analyse montre la pertinence de l'ethnicité comme outil d'analyse du social et vecteur de définition de soi. Saisie pour ce qu'elle est dans les circonstances qui lui sont propres, elle permet non seulement de distinguer des catégories sociales auxquelles elle peut être associées, ici la classe sociale et la citoyenneté, mais aussi, de mieux comprendre la manière dont elles s'articulent pour permettre aux personnes de faire société. Cette étude participe à montrer, de nouveau, la nécessité d'un changement dans la manière d'appréhender l'ethnicité : il est impossible de la définir a priori pour lui assigner une place dans le temps, l'espace et l'expérience des individus.

Références bibliographiques

Adjamagbo Agnès et Antoine Philippe (2002) Le Sénégal face au défi démographique, in Momar-Coumba Diop Éd., *La société sénégalaise entre le local et le global*, Paris, Karthala, pp. 511-547.

Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) (2014) *Rapport définitif du recensement général de la population, de l'habitat, de l'agriculture et de l'élevage, RGPHAE 2013*, Dakar, République du Sénégal, [en ligne] consulté le 15/04/2021. URL : https://www.ansd.sn/ressources/rapports/Rapport-definitif-RGPHAE2013.pdf

Amselle Jean-Loup (2010) *Logiques métisses : anthropologie de l'identité en Afrique et ailleurs*, Paris, Payot.

Antoine Philippe, Bocquier Philippe, Fall Abdou Salam, Guisse Youssouf et Nanitelamio Jeanne (1995) *Les familles dakaroises face à la crise*, Dakar/Paris, Ifan/Orstom/Ceped.

Antoine Philippe et Diop Abdoulaye Bara (1995) *La ville à guichets fermés ? Itinéraires, réseaux et insertions urbaines*, Dakar, Orstom.

Ba Abdoul Hamet (2014) Femmes africaines immigrées responsables d'association face aux enjeux de citoyenneté et de développement : entre mimétisme et innovation en Île-de-France et dans le Nord–Pas-de-Calais, *Espace populations sociétés*, 2-3, [en ligne] consulté le 01/03/2021. URL : http://journals.openedition.org/eps/5891

Banégas Richard et Warnier Jean Pierre (2001) Nouvelles figures de la réussite et du pouvoir, *Politique africaine*, 82 (2), pp. 5-23, [en ligne] consulté le 02/05/2021. URL : https://doi.org/10.3917/polaf.082.0005

Barou Jacques (2011) *De l'Afrique à la France. D'une génération à l'autre*, Paris, Armand Colin.

Barth Fredrik (2012 [1969]) *Les groupes ethniques et leurs frontières*, in Philippe Poutignat, et Jocelyne Streiff-Fenart Dirs., *Théories de l'ethnicité*, Paris, Presses universitaires de France, pp. 203-249.

Beauchemin Cris, Borrel Catherine et Regnard Corinne (2013) Les immigrés en France en majorité des femmes, *Population et Sociétés*, 502, pp. 1-4.

Becker Charles et Mbodj Mohamed (1999) La dynamique du peuplement sereer, in Alain Lericollais Dir., *Paysans sereer. Dynamiques agraires et mobilités au Sénégal*, Paris, éditions de l'IRD, pp. 39-73.

Bertheleu Hélène (2012) « Ethnicisation » et « communautarisme » ou comment fabriquer de la différence au lieu de repenser la citoyenneté, in Chantal Crenn et Laurence Kotobi, *Du point de vue de l'ethnicité. Pratiques françaises*, Paris, Armand Colin, pp. 57-73.

Bertheleu Hélène (2007) Sens et usages de « l'ethnicisation », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 23 (2), pp. 7-28.

Boilat Abbé David (1984 [1953]) *Esquisses Sénégalaises*, Paris, Karthala.

Calvet Louis-Jean (1994) Quel modèle sociolinguistique pour le Sénégal ? Où il n'y a pas que la véhiculante, *Langage et société*, 68, pp. 89-107, [en ligne] consulté le 15/02/2021. URL : https://doi.org/10.3406/lsoc.1994.2658

Camara Amadou M. (2002) Dimensions régionales de la pauvreté au Sénégal, *Belgeo*, 1, [en ligne] consulté le 01/03/2021. URL : http://journals.openedition.org/belgeo/15432

Copans Jean (1978) Ethnies et régions dans une formation sociale dominée : hypothèses à propos du cas sénégalais, *Anthropologie et Sociétés*, 2 (1), pp. 95-115, [en ligne] consulté le 15/02/2021. URL : https://doi.org/10.7202/000874ar

Crenn Chantal (2020) La cantine des usines Ford de Blanquefort dans la mémoire des ouvriers sénégalais retraités : un vécu commun avec les ouvriers français, in Géraldine Comoretto Éd., *Quand les cantines se mettent à table… Commensalité et identité sociale*, Dijon, Éducagri éditions, pp. 45-56, [en ligne]. URL : https://www.cairn.info/quand-les-cantines-se-mettent-a-table--9791027503599-page-45.htm

Dedieu Jean-Philippe (2012) *La parole immigrée : les migrants africains dans l'espace public en France (1960 - 1995)*, Paris, Klincksieck.

Diagne Souleymane Bachir (1992) L'avenir de la tradition, in Momar-Coumba Diop Éd., *Sénégal, Trajectoires d'un État*, Dakar, Codesria, pp. 279 - 298.

Diarra Fatoumata-Agnès et Fougeyrollas Pierre (1973) Les relations entre groupes ethniques au Sénégal, in Unesco Éd., *Deux études sur les relations entre groupes ethniques en Afrique : Sénégal, République Unie de Tanzanie*, Neuchâtel, Unesco, pp. 11-111.

Diouf Makhtar (1994) *Sénégal : les ethnies et la nation*, Genève, Unrisd.

Diouf Mamadou (2002) Des cultures urbaines entre traditions et mondialisation, in Momar-Coumba Diop Éd., *Le Sénégal contemporain*, Paris, Karthala, pp. 261-288.

Diouf Mamadou (2001) *Histoire du Sénégal : le modèle islamo-wolof et ses périphéries*, Paris, Maisonneuve et Larose.

Diouf Mamadou (1989) Représentations historiques et légitimité politique au Sénégal : 1960-1987, *Revue de la Bibliothèque Nationale*, 34, pp. 14-23.

Dupuy Claude (1990) Les associations villageoises au Sénégal : fonctions économiques et modalités de financement, *Revue Tiers-Monde*, 31 (122), pp. 351-375, [en ligne] consulté le 17/02/2021. URL : www.persee.fr/doc/tiers_0040-7356_1990_num_31_122_3920

Fall Abdou Salam (2007) *Bricoler pour survivre : perceptions de la pauvreté dans l'agglomération urbaine de Dakar*, Paris, Karthala.

Galvan Dennis (2004) *The State must be our master of fire. How peasants craft culturally sustainable development in Senegal*, Oakland, University of California Press.

Gastellu Jean-Marc (1981) *L'égalitarisme économique des Sereer du Sénégal*, Paris Orstom.

Glasman Joël (2004) Le Sénégal imaginé. Évolution d'une classification ethnique de 1816 aux années 1920, *Afrique & histoire*, 1 (1), pp. 111-139, [en ligne] consulté le 17/02/2021. URL : https://doi.org/10.3917/afhi.002.0111

Gravrand Henri (1990) *Civilisation sereer : Pangool, le génie religieux sereer*, Dakar, Nouvelles éditions africaines du Sénégal.

Gravrand Henri (1983) *La Civilisation sereer : Cosaan, les origines*, Abbeville, Nouvelles éditions africaines.

Gravrand Henri (1961) *Visage africain de l'Église*, Paris, Orante.

Keese Alexander (2016) *Ethnicity and the colonial state. Finding and representing group identifications in a coastal west African and global perspective (1850-1960)*, Brill, Leiden.

Lapeyronnie Didier (1997) Les deux figures de l'immigré, in Michel Wievorka Éd., *Une société fragmentée ? Le multiculturalisme en débat*, Paris, La découverte, pp. 251-266.

Lericollais Alain (Éd.) (1999) *Paysans sereer : dynamiques agraires et mobilités au Sénégal*, Paris, éditions de l'IRD.

Lessault David et Imbert Christophe (2013) Mobilité résidentielle et dynamique récente du peuplement urbain à Dakar (Sénégal), *Cybergeo*, 662, [en ligne] consulté le 01/03/2021. URL : http://journals.openedition.org/cybergeo/26146

Martin Victor (1962) *Recensement démographique de Dakar (1955), résultats définitifs. 2, étude sociodémographique de la ville de Dakar*, Paris, Ministère du Plan, du Développement et de la Coopération technique, Service de la statistique et de la mécanographie.

Martiniello Marco (1995) *L'ethnicité dans les sciences sociales contemporaines*, Paris, Presses universitaires de France.

Mazzela Sylvie (2014) *Sociologie des migrations*, Paris, Presses universitaires de France.

Mercier Paul (2021) *Dakar dans les années 1950*, Aubervilliers, CTHS.

Meurs Dominique, Pailhe Ariane et Simon Patrick (2006) Persistance des inégalités entre générations liées à l'immigration : l'accès à l'emploi des immigrés et leurs descendants en France, *Population*, 61 (5-6), pp. 763-801, [en ligne] consulté le 10/01/2021. URL : https://www.jstor.org/stable/30045034

Moreau Marie-Louise (1994) Ombres et Lumière d'une expansion linguistique. Les attitudes des Diola et des Peul d'Oussouye à l'égard du wolof, *Langage et société*, 68 (1), pp. 63-88, [en ligne] consulté le 10/01/2021. URL : www.persee.fr/doc/lsoc_0181-4095_1994_num_68_1_2657

Ndiaye Ousmane Sémou (1991) Diversités et Unicités sérères : l'exemple de la région de Thiès, in Fondation Léopold Sédar Senghor Éd., *La civilisation sereer d'hier à demain : actes du colloque des journées du Sine, Fatick 10-12 mai 1991*, pp. 120-131.

Ndiaye Sambou (2010) Itinéraire et innovations sociales en milieu associatif d'Afrique de l'Ouest : l'expérience du Sénégal, *Nouvelles pratiques sociales*, 23 (1), pp. 192-205, [en ligne] consulté le 01/03/2021. URL : https://doi.org/10.7202/1003176ar

Ndour Rébecca (2021) La transmission intergénérationnelle de l'ethnicité en migration. Le cas des Sereer d'Île-de-France, *Revue des Politiques Sociales et familiales*, 138, pp. 61-77.

Ndour Rébecca (2020) Paradigme ethnique, réalités sociales et pratiques linguistiques, le cas des Sereer (Sénégal), in Karine Gauvin et Isabelle Violette Dirs., *Minorisation linguistique et inégalités sociales. Rapports complexes aux langues dans l'espace francophone*, Berne, Peter Lang, pp. 165-184.

Ndour Rébecca (2018) *Les cadres sociaux de l'ethnicité : analyse des conditions d'émergence et de transmission de l'ethnicité par le cas des Sereer (Sénégal)*, thèse de doctorat en sociologie, Paris, École des Hautes Études en Sciences Sociales.

O'Brien Donal Cruise (2002) *Langue et nationalité au Sénégal. L'enjeu politique de la wolofisation*, in Momar-Coumba Diop Dir., *La construction de l'État au Sénégal*, Paris, Karthala, pp. 501-506.

Paugam Serge (2016) La perception de la pauvreté sous l'angle de la théorie de l'attachement. Naturalisation, culpabilisation et victimisation, *Communications*, 98 (1), pp. 125-146.

Paugam Serge (2000) *Le salarié et la précarité : les nouvelles formes de l'intégration professionnelle*, Paris, Presses universitaires de France.

Pélissier Paul (1966) *Les paysans du Sénégal. Les civilisations agraires du Cayor à la Casamance*, Saint Yriex, Fabrègue.

Poinsot Marie (2001) Le mouvement associatif, un instrument au service des politiques publiques d'intégration ?, *Hommes et Migrations*, 1229 (1), pp. 64-75.

Poiret Christian (1997) *Familles africaines en France : ethnicisation, ségrégation et communalisation*, Paris, CIEMI.

Portes Alejandro and Zhou Min (1993) The New Second Generation: Segmented Assimilation and its Variants, *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, 530 (1), pp. 74-96, [en ligne] consulté le 01/03/2021. URL : https://doi.org/10.1177/0002716293530001006

Poutignat Philippe et Streiff-Fenart Jocelyne (2012) *Théories de l'ethnicité*, Paris, Presses universitaires de France.

Quiminal Catherine (1998) Comment peut-on être africaines en France ?, *Journal des anthropologues*, 72-73, pp. 49-61.

Quiminal Catherine et Timera Mahamet (2002) 1974-2002, les mutations de l'immigration ouest-africaine, *Hommes et Migrations*, 1239, pp. 19-32, [en ligne] consulté le 01/03/2021. URL : https://www.persee.fr/doc/homig_1142-852x_2002_num_1239_1_3887

Rea Andrea et Tripier Maryse (2008) *Sociologie de l'immigration*, Paris, La Découverte.

Richard François G. (2018) *Reluctant Landscapes: historical anthropologies of political experience in Siin (Senegal)*, Chicago, University of Chicago Press.

Safi Mirna (2013) *Les inégalités ethno-raciales*, Paris, La Découverte.

Safi Mirna (2006) Le processus d'intégration des immigrés en France : inégalités et segmentation, *Revue française de sociologie*, 1 (1), pp. 3-48, [en ligne] consulté le 05/03/2021. URL : https://www.cairn.info/revue-francaise-de-sociologie-1-2006-1-page-3.htm

Sayad Abdelmalek (2006) *Les enfants illégitimes*, Paris, Raisons d'Agir.

Schnapper Dominique (1994) *La communauté des citoyens : sur l'idée moderne de nation*, Paris, Gallimard.

Simon Patrick et Tiberj Vincent (2012) *Les registres de l'identité. Les immigrés et leurs descendants face à l'identité nationale*, Paris, Ined.

Smith Étienne (2013) « Senghor voulait qu'on soit tous des Senghor » : Parcours nostalgiques d'une génération de lettrés, *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2 (2), pp. 87-100, [en ligne] consulté le 17/02/2021. URL : https://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2013-2-page-87.htm

Smith Étienne (2010) La nationalisation par le bas : un nationalisme banal ? Le cas de la wolofisation au Sénégal, *Raisons politiques*, 37 (1), pp. 65-77, [en ligne] consulté le 17/02/2021. URL : https://www.cairn.info/revue-raisons-politiques-2010-1-page-65.htm

Smith Étienne (2006) La nation « par le côté », *Cahiers d'études africaines*, 184, [en ligne] consulté le 18/02/2021. URL : http://journals.openedition.org/etudesafricaines/15423

Timera Mahamet (1997) Les associations de femmes africaines : un creuset d'intégration, *Revue française des affaires sociales*, 2, pp. 156-166.

Timera Mahamet et Garnier Julie (2010) Les Africains en France : Vieillissement et transformation d'une migration, *Hommes et Migrations*, 1286-1287, [en ligne] consulté le 01/03/2021. URL : https://journals.openedition.org/hommesmigrations/1719

Weber Max (1995) *Économie et société 2. L'organisation et les puissances de la société dans leur rapport avec l'économie*, Paris, Pocket.

Zoïa Geneviève (2010) Faut-il avoir peur de l'ethnicité ? Le cas français, *Anthropologie et Sociétés*, 34 (2), pp. 199-223, [en ligne] consulté le 05/03/2021. URL : https://www.erudit.org/fr/revues/as/2010-v34-n2-as4008/045713ar/

Rébecca Ndour

Le rôle de l'ethnicité dans les associations culturelles de migrants. Le cas des Sereer (Sénégal) de Dakar et d'Île-de-France

Croyance subjective en des origines communes dans de nombreuses parties du monde, l'ethnicité suscite souvent chez ceux qui s'en réclament comme chez ceux qui la rejettent l'idée d'une totalité d'être. Avec les migrations, comment est-ce que cette croyance se perpétue à travers le temps et les espaces ? Cet article traite de cette question à travers l'exemple d'associations de migrants Sereer à Dakar et en Île-de-France rencontrées entre 2012 et 2014. L'observation montre que les associations de migrants, en quête d'intégration sociale dans leurs nouvelles zones d'installation, mobilisent la même ethnicité, mais en s'arrangeant avec les exigences de leur cadre national et les propriétés sociales des membres associatifs, pour valoriser des éléments de l'ethnicité en cohérence avec l'objectif d'intégration sociale. Rendue saillante ou voilée, l'ethnicité se révèle une dimension parmi d'autres de l'expérience sociale, dépendante d'elle et la transformant en même temps.

The Role of Ethnicity in Migrant Cultural Associations. The Case of the Sereer People (Senegal) of Dakar and Île-de-France

As a subjective belief in common origins in many parts of the world, ethnicity often arouses in those who claim it as in those who reject it the idea of a totality of being. With migrations, how is this belief perpetuated across time and space? This article deals with this question through the example of Sereer migrants' associations in Dakar and Île-de-France met between 2012 and 2014. Our observation shows that migrants' associations, in search of social integration in their new areas of settlement, mobilize the same ethnicity considerations, but adjust them to the requirements of their national environment, and the social circumstances of the association members, to promote selected elements of their ethnicity that are consistent with their objective of social integration. Whether salient or veiled, ethnicity proves to be one dimension among other elements of social experience, both dependent on and transforming such social experience at the same time.

El papel de la etnicidad en las asociaciones culturales de migrantes. El caso de los Sereer (Senegal) en Dakar y en la región Isla de Francia

Creencia subjetiva en orígenes comunes en muchas partes del mundo, la etnicidad suscita a menudo en quienes la reivindican como en quienes la rechazan la idea de una totalidad del ser. Con las migraciones, ¿cómo se perpetúa esta creencia a través del tiempo y del espacio? Este artículo aborda esta cuestión desde el ejemplo de asociaciones de migrantes Sereer en Dakar y en la región Isla de Francia entrevistadas entre 2012 y 2014. La observación muestra que las asociaciones de migrantes, en busca de integración social en sus nuevas áreas de instalación, movilizan la misma etnicidad arreglándose con los requerimientos de su marco nacional, y las propiedades sociales de los miembros asociativos para valorar elementos de la etnicidad en coherencia con el objetivo de la integración social. Destacada o escondida la etnicidad se revela como una dimensión entre otras, de la experiencia social, dependiente de ella y transformándola al mismo tiempo.